

## **Proposition de loi – Ventes volontaires**

**Lecture conclusions – CMP – Sénat - Lundi 4 juillet 2011**

---

Monsieur le président,

Monsieur le président de la commission des lois et rapporteur (Jean-Jacques HYEST),

Mesdames et Messieurs les sénateurs,

Nous arrivons au terme de la procédure parlementaire sur la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, issue de l'excellente initiative de MM. Philippe Marini et Yann Gaillard.

Par ce texte, nous parachevons la transposition de la directive dite services du 12 décembre 2006 ; et nous apportons aussi une réponse au recul de la France dans le domaine des ventes aux enchères de meubles et à la nécessité de faire évoluer à cette fin la réglementation issue de la réforme du 10 juillet 2000. Dans son dernier rapport, le conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques confirme en effet que la France se situe désormais au quatrième rang mondial derrière la Chine, les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Or la France possède un patrimoine privé des plus importants : restaurer l'attractivité de la place de Paris est un enjeu essentiel pour accroître les chances de conserver ce patrimoine.

Je me réjouis que la commission mixte paritaire soit parvenue à un accord sur cette proposition de loi, déposée il y a plus de trois ans, qui

modernise le régime applicable aux ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

Cette modernisation passe par un mouvement de libéralisation, le texte substituant à l'agrément actuel une simple procédure de déclaration.

De même, en n'imposant plus l'exercice de l'activité sous une forme juridique particulière et en accordant la possibilité de procéder à des ventes de gré à gré, la proposition de loi offre un cadre juridique renouvelé, à même de dynamiser le marché.

Le texte améliore donc le cadre juridique des ventes volontaires, mais garantit aussi un contrôle adapté des opérateurs et la sécurité juridique dont doivent pouvoir bénéficier les consommateurs. Le Conseil des ventes volontaires, dont le rôle est renforcé à cet effet, dispose à présent d'un statut juridique clair. Les pratiques sont également mieux encadrées par l'établissement d'un mandat de vente écrit ou encore par la tenue d'un livre de police dématérialisé.

Enfin, le texte renouvelle les règles relatives à l'intervention des professionnels du secteur, tout en veillant au respect des équilibres entre les opérateurs historiques : commissaires-priseurs judiciaires, courtiers de marchandises assermentés, huissiers de justice, notaires.

I. Sur l'ensemble de ces grands axes, votre Haute assemblée a enrichi très significativement la proposition de loi.

1. Concernant la libéralisation de l'activité de ventes volontaires, vous avez substitué à la logique d'interdiction assortie d'exceptions, un principe d'autorisation dans des conditions clairement définies.

Vous avez préservé les deux caractéristiques essentielles de ces ventes, à savoir l'intervention d'un tiers (mandataire du propriétaire du bien mis en vente) et l'adjudication. Ce faisant vous avez permis de clarifier l'activité de courtage en ligne.

2. En matière d'encadrement des pratiques, vous avez fortement contribué à la redéfinition du Conseil des ventes volontaires pour en faire une véritable autorité de régulation.

Vous avez confié au Conseil de nouvelles missions comme celle d'identifier les bonnes pratiques professionnelles et d'observer l'économie des enchères.

Surtout, vous êtes à l'origine de la composition du Conseil des ventes volontaires qui comportera désormais des membres du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes.

Pour les membres professionnels en activité, dont la présence au sein du Conseil a fait l'objet d'intenses débats, vous avez introduit une règle de déport pour l'examen des situations individuelles. C'est cette solution qu'a retenue la commission mixte paritaire ; je crois qu'elle est équilibrée et apporte toutes les garanties d'impartialité nécessaires à une autorité de régulation.

3. Le travail de votre assemblée a permis d'aller plus loin dans la protection du consommateur.

Vous avez renforcé son information, en prévoyant notamment l'indication, dans le cadre de la vente de biens neufs, de la qualité du vendeur lorsque celui-ci est commerçant.

Vous avez également souhaité rendre obligatoire le caractère écrit du mandat.

Votre assemblée a, ensuite, précisé le sens de l'interdiction de la revente à perte, qui ne concerne que les biens neufs, ou encore le droit pour les opérateurs de réaliser des ventes en gros, qui devront porter sur les biens neufs issus de stocks d'entreprises.

4. Enfin, votre haute assemblée a introduit des mesures de simplification particulièrement utiles au secteur et propres à renforcer sa compétitivité.

Concernant les délais, vous les avez assouplis en matière de folle enchère et même supprimés pour l'organisation d'une vente de gré à gré en cas d'échec des enchères.

La mise en œuvre d'une garantie du prix au vendeur enfin attractive placera les opérateurs français sur un pied d'égalité avec leurs concurrents étrangers.

D'autres mesures de simplification ont été introduites par votre assemblée : avec la mise en place, déjà évoquée, d'une déclaration, en lieu et place du régime d'agrément ; avec la possibilité, pour les opérateurs, de procéder à des ventes de gré à gré ; ou encore avec la suppression de l'agrément facultatif des experts intervenant dans les ventes.

5. Quant aux opérateurs du secteur, vous avez profondément rénové le statut des courtiers de marchandises assermentés pour l'adapter aux exigences communautaires.

S'ils n'ont plus le monopole des ventes de marchandises en gros et perdent leur qualité d'officier public, ils demeurent néanmoins

assermentés auprès d'une cour d'appel dans leur spécialité. Vous avez pleinement modernisé la profession en la dotant d'une nouvelle instance représentative, le Conseil national des courtiers de marchandises assermentées, et en lui ouvrant l'exercice sous la forme de société.

Vous avez par ailleurs opté pour la préservation de la profession de commissaires-priseurs judiciaires. Il est, en effet, important que les ventes judiciaires aux enchères publiques, prescrites par la loi ou ordonnées par décision de justice, restent confiées à des professionnels apportant des garanties renforcées d'indépendance et d'impartialité.

Ces avancées ont donc permis d'améliorer très sensiblement le cadre juridique des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, et vous avez d'ailleurs été suivis sur l'ensemble de ces points par l'Assemblée nationale. Si bien qu'à l'heure de la commission mixte paritaire, quelques articles seulement restaient en discussion entre les deux assemblées.

II. Je me réjouis que la commission mixte paritaire ait trouvé un compromis satisfaisant qui permette de conforter les objectifs de la réforme.

1. La commission s'est d'abord accordée sur une formulation équilibrée quant au caractère accessoire de l'activité de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques des huissiers de justice et des notaires. Ce point avait fait débat entre vos assemblées qui retenaient deux rédactions différentes.

La rédaction retenue par la commission mixte paritaire laisse au juge judiciaire le soin d'apprécier au cas par cas la réalité de ce caractère accessoire. Mes services ont récemment adressé une circulaire aux

parquets généraux, leur rappelant de veiller au respect de cette exigence.

2. Je ne peux qu'approuver le maintien d'une liste d'activités complémentaires limitée pour les sociétés de ventes volontaires de commissaires priseurs-judiciaires. Ce choix est cohérent avec la préservation du statut d'officier public et ministériel de ces professionnels.

3. Enfin, le texte retenu par la Commission mixte paritaire maintient un juste équilibre dans la répartition des compétences pour les ventes au détail et en gros entre les commissaires priseurs-judiciaires et les courtiers de marchandises assermentés.

\*\*\*

La proposition de loi repose désormais sur de bons équilibres, qui permettent de libéraliser le secteur des ventes volontaires tout en garantissant un encadrement des pratiques ; l'expérience a montré l'importance d'un tel encadrement dans ce secteur d'activité.

Par l'adoption du texte de la commission mixte paritaire vous acterez la profonde rénovation du régime des ventes volontaires et le Gouvernement s'en réjouit.

Je vous remercie.

**Proposition de loi – Ventes volontaires**  
**Lecture conclusions – CMP**  
**Assemblée nationale - Mercredi 6 juillet 2011**

---

Monsieur le président,

Monsieur le président de la commission des lois (Jean-Luc WARSMANN),

Monsieur le rapporteur (Philippe HOUILLON),

Mesdames et Messieurs les députés,

Nous arrivons au terme de la procédure parlementaire sur la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, issue de l'excellente initiative des sénateurs Philippe Marini et Yann Gaillard. Alain SUGUENOT avait également lancé la réflexion au sein de l'Assemblée nationale avec une proposition de loi sur les ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

Par ce texte, nous parachevons la transposition de la directive dite services du 12 décembre 2006 ; et nous apportons aussi une réponse au recul de la France dans le domaine des ventes aux enchères de meubles et à la nécessité de faire évoluer à cette fin la réglementation issue de la réforme du 10 juillet 2000. Dans son dernier rapport, le conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques confirme en effet que la France se situe désormais au quatrième rang mondial derrière la Chine, les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Or la

France possède un patrimoine privé des plus importants : restaurer l'attractivité de la place de Paris est un enjeu essentiel pour accroître les chances de conserver ce patrimoine.

Je me réjouis que la commission mixte paritaire soit parvenue à un accord sur cette proposition de loi, déposée il y a plus de trois ans, qui modernise le régime applicable aux ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

Cette modernisation passe par un mouvement de libéralisation, le texte substituant à l'agrément actuel une simple procédure de déclaration.

De même, en n'imposant plus l'exercice de l'activité sous une forme juridique particulière, et en accordant la possibilité de procéder à des ventes de gré à gré, ce texte offre un cadre juridique rénové, à même de dynamiser le marché.

Le texte améliore donc le cadre juridique des ventes volontaires, tout en garantissant un contrôle adapté des opérateurs et en préservant la sécurité juridique dont doivent pouvoir bénéficier les consommateurs.

Le Conseil des ventes volontaires, dont le rôle est renforcé à cet effet, dispose à présent d'un statut juridique clair. Les pratiques sont également mieux encadrées par l'établissement d'un mandat de vente écrit ou encore par la tenue d'un livre de police dématérialisé. Enfin, le texte renouvelle les règles relatives à l'intervention des professionnels du secteur, tout en veillant au respect des équilibres entre les opérateurs historiques : commissaires-priseurs judiciaires, courtiers de marchandises assermentés, huissiers de justice, notaires.

Le travail parlementaire a permis d'approfondir la proposition initiale, pour aller plus loin dans la rénovation du cadre juridique des ventes



volontaires. Si bien qu'à l'heure de la commission mixte paritaire, quelques articles seulement restaient en discussion.

I. Je tiens à souligner la qualité des travaux de votre assemblée et rappeler qu'ils ont, en particulier, été à l'origine de deux avancées majeures : un meilleur encadrement des pratiques, avec le renforcement du Conseil des ventes volontaires, et une meilleure sécurisation des opérations dans ce secteur d'activité.

1. Tout d'abord, vous êtes venus étayer la définition des ventes aux enchères publiques en précisant que l'adjudication intervient à l'issue d'un procédé de mise en concurrence ouvert au public et transparent, mettant ainsi un terme au débat sur la définition même de ce type de vente.

2. Ensuite, vous avez clarifié le statut juridique du Conseil des ventes volontaires en le qualifiant d'établissement d'utilité publique doté de la personnalité morale.

Vous avez également élargi ses missions puisqu'il pourra proposer des évolutions législatives ou réglementaires et qu'il est désormais chargé d'élaborer un recueil des obligations déontologiques. Le Sénat a souhaité que celui-ci puisse être rendu public ; un « *gage de transparence bienvenu* », avez-vous souligné, Monsieur le rapporteur. Je ne peux que souscrire à cette position.

3. Vos travaux ont aussi permis d'avancer sur la présence de professionnels en exercice au sein du Conseil des ventes volontaires, point qui a été au cœur des débats entre les assemblées.

Conformément à la directive services, nous devons en effet veiller à ce que des opérateurs concurrents n'interviennent pas dans des décisions individuelles qui concerneraient d'autres opérateurs du même secteur d'activité.

Le Sénat a fait un premier pas en assortissant cette présence d'une obligation de déport des professionnels sur les dossiers individuels.

Votre assemblée a eu la sagesse de préciser le texte afin que cette obligation ne soit pas limitée à la seule matière disciplinaire. Votre rédaction permet ainsi de lever la difficulté que la présence de ces professionnels en exercice posait au Gouvernement.

4. Votre assemblée a en outre enrichi les dispositions protectrices des consommateurs, qui sont l'un des axes majeurs de ce texte.

Les obligations nouvelles que vous avez introduites à la charge des opérateurs qui feraient appel à des prestataires extérieurs apporteront ainsi toutes les garanties nécessaires de sécurité juridique et matérielle des opérations.

Vous avez introduit l'obligation pour les opérateurs de communiquer au Conseil des ventes, à sa demande, toutes précisions utiles relatives à leurs moyens techniques et financiers.

5. Enfin, vous avez apporté des solutions innovantes en permettant à un opérateur de racheter pour son propre compte un objet qu'il a vendu en cas de litige entre le vendeur et l'acheteur, ou encore de définir les conditions assouplies de la vente après la vente, favorisant ainsi le mode de règlement amiable des litiges.

## II. La commission mixte paritaire est parvenue un compromis satisfaisant qui permet de conforter encore les objectifs de la réforme.

1. Elle a ainsi abouti à une formulation équilibrée quant au caractère accessoire de l'activité de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques des huissiers de justice et des notaires. Ce point avait fait débat entre vos assemblées qui retenaient deux rédactions différentes.

La rédaction de la commission mixte paritaire laisse au juge judiciaire le soin d'apprécier au cas par cas la réalité de ce caractère accessoire. Mes services ont récemment adressé une circulaire aux parquets généraux, leur rappelant de veiller au respect de cette exigence.

2. Je ne peux qu'approuver le maintien d'une liste d'activités complémentaires limitée pour les sociétés de ventes volontaires de commissaires priseurs-judiciaires. Ce choix est cohérent avec la préservation du statut d'officier public et ministériel de ces professionnels.

3. Enfin, le texte retenu par la Commission mixte paritaire maintient un juste équilibre de répartition des compétences pour les ventes au détail et en gros entre les commissaires priseurs-judiciaires et les courtiers de marchandises assermentés.

\*\*\*

La proposition de loi repose désormais sur de bons équilibres, qui permettent de libéraliser le secteur des ventes volontaires tout en garantissant un encadrement des pratiques, protecteur pour les consommateurs ; l'expérience a montré l'importance d'un tel encadrement dans ce secteur d'activité.

Par l'adoption du texte de la commission mixte paritaire vous acterez la profonde rénovation du régime des ventes volontaires et le Gouvernement s'en réjouit.

Je vous remercie.